

VINCENT FOUCHER

PAS D'ALTERNANCE EN CASAMANÇE ?

LE NOUVEAU POUVOIR SÉNÉGALAIS FACE À LA REVENDICATION
SÉPARATISTE CASAMANÇAISE ¹

LES ESPOIRS NÉS DE L'ALTERNANCE SÉNÉGALAISE DE MARS 2000 NE SE SONT PAS TRADUITS PAR UN APAISEMENT DU CONFLIT CASAMANÇAIS. PROFITANT D'UNE CONJONCTURE SOUS-RÉGIONALE ET INTERNATIONALE FAVORABLE ET DU TRAVAIL DE SAPE OPÉRÉ PAR LE RÉGIME PRÉCÉDENT, LE PRÉSIDENT WADE A REMIS EN CAUSE LE FRAGILE STATU QUO QUI RÉGNAIT EN CASAMANÇE. APRÈS UNE PÉRIODE D'INCERTITUDE, IL A PRIS L'AVANTAGE, MAIS, ALORS QUE LA SOLUTION MILITAIRE RESTE IMPOSSIBLE, LA FAIBLESSE MÊME DU MOUVEMENT SÉPARATISTE REND LES NÉGOCIATIONS DIFFICILES ET FAVORISE LA CRIMINALISATION DES COMBATTANTS.

Depuis sa prise de pouvoir en mars 2000, lors de la première alternance démocratique dans le Sénégal postcolonial, le président Abdoulaye Wade a multiplié les gestes forts autour du conflit qui agite la Casamance, la région sud du pays, depuis 1982. Il a nommé un Casamançais ministre des Forces armées ; il a reçu à Dakar l'abbé Diamacoune Senghor, chef des séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), et s'est rendu en Casamance pour le rencontrer, ce que son prédécesseur Abdou Diouf n'avait fait qu'en 1999, dix-sept ans après le début du conflit. Mais, alors que l'on a

1. Une grande partie des informations contenues dans cet article ont été rassemblées au cours d'un séjour au Sénégal entre juin et novembre 2002. Des entretiens ont été menés aussi bien du côté des autorités et de la « société civile » que du MFDC. Je remercie tous mes interlocuteurs et mon collaborateur Oumar. Je remercie aussi, pour leur lecture attentive, D. Cruise O'Brien, M. Evans, J.-H. Jézéquel, J.-C. Marut, A. Yero Mballo et D. Mugnier.



récemment célébré le troisième anniversaire de l'alternance sénégalaise, force est de constater que la paix n'est toujours pas revenue en Casamance. Le naufrage meurtrier, en septembre 2002, du *Joola*, le ferry reliant Dakar à la Casamance, est comme un symbole de cet échec ; à la suite de ce naufrage, le ministre – casamançais – des Forces armées a d'ailleurs été contraint à la démission. L'immense espoir initial a laissé la place à un désenchantement que les annonces périodiques de négociations ne parviennent plus à chasser. Cet article se propose d'étudier l'évolution du conflit casamançais depuis l'alternance. On verra que le président Wade a profondément remis en cause le système de négociations mis en place par son prédécesseur et que, dans un contexte sous-régional de plus en plus favorable au gouvernement, cette remise en cause a bouleversé à la fois l'« aile politique » et l'« aile militaire » du MFDC et modifié le fonctionnement du processus de paix. Si le rapport de force est plus que jamais favorable au gouvernement sénégalais, la paix paraît encore lointaine.

LE CONTEXTE CASAMANÇAIS

Pour mesurer les évolutions survenues, il faut faire un rappel de la situation en Casamance à l'arrivée au pouvoir de Wade, en mars 2000. Depuis l'accord de cessez-le-feu de 1991, la Casamance a vécu une situation de « ni guerre, ni paix », une alternance de violences et de négociations. Ni le MFDC ni l'armée sénégalaise ne semblent en mesure de remporter une victoire militaire, et l'aile politique du MFDC, trop divisée, est incapable de garantir les accords qu'elle signe.

Au sein de l'aile politique, depuis la marginalisation des « durs » en 1997, les fractures ont été en partie réduites ; l'abbé Diamacoune a rétabli les liens avec les « modérés » retournés à la vie civile, menés par Sidy Badji, ancien chef d'état-major du maquis signataire du cessez-le-feu de 1991. Cette réunification de l'aile politique, réalisée au cours de nombreuses réunions en Gambie (le « processus de Banjul »), a bénéficié du soutien du gouvernement sénégalais, des « cadres » casamançais loyalistes et de la hiérarchie catholique. Mais ce processus de réunification de l'aile politique autour d'une ligne modérée a été mal reçu par une partie des combattants du MFDC. En mars 2000, l'aile militaire était divisée en trois principaux groupes :

- le Front Nord, qui a cessé le combat en 1991 ; dirigé par Kamougué Diatta et fidèle à Sidy Badji, ce groupe a gardé son armement et, avec l'accord de Dakar, contrôle le nord-ouest du département de Bignona ;

- le Front Sud « modéré », établi dans le sud-ouest de la région, officiellement fidèle à l'abbé Diamacoune et dirigé par Léopold Sagna ;

– les « radicaux » du Front Sud, installés au sud et au sud-est de Ziguinchor, qui continuent le combat sous la bannière de Salif Sadio ; depuis 1997, des « radicaux » opèrent également au nord de Bignona².

Il faut ajouter à ce tableau l'aile extérieure, trop faible et divisée pour jouer un rôle autre que symbolique – les « durs », menés depuis Paris par Mamadou Nkrumah Sané, et les « modérés », réunis derrière Jean-Marie François Biagui, établi à Lyon.

LA VOLONTÉ DE RUPTURE

Pour Wade comme pour l'opinion publique sénégalaise, la manière dont le président Diouf s'était occupé de ce dossier était une des principales causes de la poursuite du conflit. Wade a donc voulu rompre avec le « système » Diouf. Si la rupture a été moins radicale que Wade ne l'avait annoncé, elle n'en a pas moins profondément transformé le processus de paix.

L'hypothèse anti-Diouf

Comptant sur la force ancienne du Parti démocratique sénégalais (PDS) en Casamance, sur les liens tissés au cours d'une expérience commune de la prison et lors de sa brève participation au processus de paix en 1991, Wade a jugé que l'alternance devait suffire à la Casamance, pour peu qu'on rompe avec les méthodes de Diouf : « On a beaucoup pataugé dans ce dossier. Nombre d'intermédiaires, fortement rétribués d'ailleurs, ont profité de la crédulité de mon prédécesseur, comme certains exploitent la misère du tiers-monde. [...] Dès mon arrivée, j'ai pris la décision d'écarter tous les intermédiaires. C'est un problème national et j'interdis aux étrangers d'y interférer. [...] Chaque chose en son temps. Il faut d'abord sécuriser les frontières. Dans une deuxième phase, j'entamerai des discussions avec les chefs militaires de la rébellion³. »

Wade a ainsi largement coupé les aides versées par l'État au Front Nord et à l'aile politique, établie à Ziguinchor sous « protection » sénégalaise ; il a mis fin au « processus de Banjul » et cherché à éloigner le dossier de la scène publique, allant jusqu'à faire poursuivre en justice les journalistes sénégalais trop disert sur le sujet : il a effectivement interdit toutes les interventions, extérieures ou intérieures.

2. Sous la direction de Vieux Faye Sambou, ils se sont installés près de la frontière gambienne, aux alentours de Djibidione, avec un dissident du Front Nord, Ousmane Goudiaby.

3. Interview de Wade, *L'Intelligent/Jeune Afrique*, 23 mai 2000.



Contrôler l'armée

Dès son arrivée au pouvoir, Wade a cherché à reprendre en main l'armée. S'inscrivant dans une tradition nationaliste et jacobine, mais sensible aux violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité, il a souhaité à la fois établir la supériorité de l'armée sur le MFDC et renforcer le contrôle hiérarchique. Cette politique visait également à récompenser la troupe, dont la sympathie tacite pour le PDS avait pesé lors des élections de 2000, et à prendre le contrôle de l'armée. Cela a été rendu possible par l'embellie économique et par le regain de popularité dont le Sénégal a joui auprès de la communauté internationale à la suite de l'alternance.

Au lieu d'employer les nombreux généraux déjà en place, jugés proches du PS, Wade a promu le colonel Babacar Gaye et l'a nommé chef d'état-major général. Gaye, qui a une expérience du terrain (il a commandé en Casamance, à Oussouye et à Kolda, et a dirigé les services secrets sénégalais), a bénéficié, pour s'imposer, d'un effort financier considérable : le budget des forces armées a augmenté de 9 % pour 2001-2002, et de 8 % pour 2002-2003, atteignant les 56 milliards de francs CFA⁴. Un effort particulier a été fait pour améliorer la qualité de vie des soldats : les soldes ont été augmentées, l'intendance, le logement, l'habillement ont été l'objet d'attention. Sur le front casamançais, Gaye souhaitait accroître la mobilité et la réactivité, intervenir rapidement et limiter les préparations d'artillerie, mais, sur le terrain, l'armée applique toujours, avec plus de moyens, les prudentes recettes mises en œuvre depuis les catastrophes militaires de 1995 et 1997 ; elle intercepte rarement les auteurs des attaques et ratisse périodiquement les zones rebelles – cela permet d'éviter les risques inutiles et les bavures, et de faire peser la responsabilité des dégâts sur les maquisards eux-mêmes.

Le véritable changement s'est produit au niveau du contrôle de l'armée : mieux commandés et mieux installés, engagés avec parcimonie, les soldats sont mieux tenus. C'est pour bien marquer, à l'intérieur comme à l'extérieur, son insistance sur ce point que Wade a nommé ministre des Forces armées un Casamançais d'ethnie diola, Youba Sambou⁵. Des militaires ont été révoqués et sanctionnés ; de l'avis général, les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre ont diminué, et la réputation de l'armée s'est améliorée, alors même que les maquisards, de plus en plus criminalisés, continuent à perdre leur crédit.

À la recherche du « contact direct »

Plutôt que de passer par les hommes politiques casamançais ou d'établir des contacts avec l'aile politique du MFDC, Wade a cherché à approcher directement les « vrais » combattants – le Front Sud. Le ministre de l'Intérieur, le général

en retraite Mamadou Niang, qui avait participé à la négociation des accords de 1991-1992 – les seuls accords passés directement avec les maquisards –, semble avoir joué un rôle dans cette orientation⁶.

Mais parce que Wade souhaitait garder le contrôle du processus, ce sont « ses » hommes, des proches, systématiquement non-casamançais et souvent peu au fait de la situation, qui ont tenté d'établir le contact : le riche marabout Cheikh Alioune Souané, Serigne Béthio Thioune, un notable de la confrérie mouride, Mbaye Ndiaye et Abdoulaye Faye, membres fondateurs du PDS, se sont successivement impliqués ; c'est maintenant le tour du chef d'état-major particulier de Wade, le général Abdoulaye Fall⁷. Tous ont fait le voyage de Bissau et de Ziguinchor et, plus récemment, de Banjul, sans succès notable. Au printemps 2003, changeant de tactique mais pas d'objectif, Wade a fait parvenir au maquis des cassettes vidéo où il proposait des soins et une amnistie aux combattants. Mais la méthode Wade n'a guère fonctionné jusqu'à présent ; le changement est en fait venu des pays voisins, en particulier de la Guinée-Bissau.

UN CONTEXTE SOUS-RÉGIONAL FAVORABLE

Les relations entre le Sénégal et ses voisins gambien et bissau-guinéen sont complexes, marquées par une méfiance structurale difficilement tempérée par la nécessité d'une collaboration⁸. La Gambie et la Guinée-Bissau craignent toutes deux l'impérialisme du puissant Sénégal. Avec l'émergence du MFDC, les relations se sont encore compliquées autour de la question des réfugiés et

4. *Sud Quotidien*, 24 décembre 2002.

5. Les Diola forment l'ethnie dominante de la Basse-Casamance (et du MFDC).

6. Niang était à l'état-major en 1988-1990, lors de la militarisation du conflit casamançais ; il a présidé en 1991 la Commission nationale de gestion de la paix. Il a ensuite dirigé les services secrets sénégalais, et a été ambassadeur à Bissau en 1999-2000. Wade a également récompensé en Niang une « victime » du régime précédent : président de l'Observatoire national des élections en 1998-1999, Niang aurait été écarté peu avant le scrutin de 2000 car jugé pas assez malléable aux pressions du PS.

7. Fall a participé depuis 2001 à plusieurs rencontres avec le MFDC, et il faisait partie de la commission de négociation nommée à l'été 2002. Il a « recruté » auprès de son prédécesseur Abdoulaye Faye, un bon connaisseur du dossier, Abdou Latif Aïdara. Ce dernier, un enseignant casamançais, est un ancien homme lige du politicien diola PS Landing Sané, rallié au PDS après l'alternance ; dès 1992, Aïdara a participé aux contacts entre l'État et le Front Nord, puis il a collaboré avec le général Wane, un temps chargé du dossier par le président Diouf.

8. Sur cette question, voir M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar, Sociétés-Espaces-Temps, 1994.



de celle des trafics du MFDC⁹. Or, là où le président Diouf avait su renouer les fils du dialogue, Wade a, dès son arrivée, rompu la collaboration. Par la suite, profitant des évolutions internes de ses deux voisins, il semble avoir établi une meilleure coopération.

La Guinée-Bissau, divine surprise ?

En 1998, la Guinée-Bissau avait été le théâtre d'un affrontement entre troupes sénégalaises et MFDC : alors que le Front Sud soutenait la mutinerie du général bissau-guinéen mutin Ansoumana Mané, le Sénégal était intervenu pour soutenir le président Vieira. La victoire de Mané sur Vieira en 1999 avait renforcé les appuis du Front Sud en Guinée-Bissau et son armement¹⁰. Mais, dans le courant de l'année 2000, un conflit a éclaté entre Mané et Coumba Yala, le nouveau président élu de Guinée-Bissau.

Une alliance entre Wade et Yala était logique, puisque, outre leur parcours similaire d'opposants légaux historiques, ils étaient tous deux confrontés au général Mané. Dès août 2000, pour conforter Yala, Wade a accepté d'augmenter la part de la Guinée-Bissau dans les bénéfices éventuels des réserves pétrolières du Dôme Flore¹¹. Des négociations ont également été engagées sur les problèmes frontaliers : depuis 1998, des pillards bénéficiant de complicités dans l'armée bissau-guinéenne ont multiplié les raids dans l'est de la Casamance, et les villageois sénégalais ont organisé à l'été 2000 un blocus de la frontière qui a pris Bissau à la gorge. À la suite des négociations, des responsables bissau-guinéens (dont l'officier-brigand « Rambo » Gassama) ont été mutés, l'ordre est partiellement revenu et les frontières ont été réouvertes.

La véritable rupture est survenue en novembre 2000 avec la mort du général Mané, toujours soutenu par Salif Sadio, au cours d'une nouvelle tentative de putsch. Dès lors, le président Yala s'est déclaré hostile à la présence du MFDC dans son pays¹². Il s'est lancé dans une politique d'éradication des bases de Sadio, s'alliant avec le concurrent de ce dernier au sein du MFDC, Léopold Sagna, qui n'avait pas suivi Mané dans sa deuxième tentative¹³. Entre la fin de l'année 2000 et mi-2001, les combats se sont multipliés ; début janvier 2001, contre l'avis d'une partie de la classe politique bissau-guinéenne, des troupes bissau-guinéennes se sont engagées directement contre Sadio. Celui-ci et une bonne partie de ses combattants se sont retirés au nord du fleuve Casamance. Yala a également procédé à des expulsions *manu militari* de réfugiés casamançais¹⁴.

Les liens entre Dakar et Bissau se sont multipliés ; des rencontres périodiques sont organisées entre militaires sénégalais et bissau-guinéens, et le Sénégal fournit une aide directe à l'armée bissau-guinéenne¹⁵. Il reste difficile de voir clair dans les relations entre Bissau et la faction de Léopold Sagna

– on évoque parfois une brouille, mais on sait également que des partisans de Sagna sont entrés au service de Yala et pourraient faire le lien. Il y a encore de nombreux réfugiés en Guinée-Bissau, dispersés le long de la frontière. Si ni les hommes de Sadio ni les envoyés des « politiques » du MFDC ne sont plus tolérés en Guinée-Bissau, les hommes de Sagna peuvent encore circuler¹⁶.

La chute du général Mané a profondément bouleversé la donne. Les « durs » du Front Sud ont perdu certaines de leurs bases et ont dû se redéployer au nord. Mais, en perdant Mané, qui avait réussi à amener Sadio à assister au processus de Banjul, Wade a perdu un accès utile au Front Sud. De plus, la Guinée-Bissau reste très vulnérable : le non-paiement des salaires des fonctionnaires, les tensions au sein de la classe politique et de l'armée sont lourds de menaces ; les malversations autour du programme de démobilisation pourraient pousser à l'action des soldats bissau-guinéens, parfois proches du MFDC. Si la victoire de Yala a bien constitué une divine surprise pour Wade, une déstabilisation de la Guinée-Bissau pourrait offrir une nouvelle opportunité au MFDC.

Incertitudes gambiennes

Les relations avec la Gambie ne sont pas moins complexes et, depuis la prise de pouvoir de Wade, elles ont été particulièrement changeantes. Les difficultés du régime gambien semblent finalement l'avoir fait basculer durablement du côté sénégalais, ce qui a, là aussi, renforcé la position de Wade dans le dossier casamançais.

9. Sur ces trafics, voir M. Evans, *The Casamance, Senegal: « War Economy » or Business as Usual ?*, Londres, King's College, University of London, PhD en préparation.

10. La rumeur a même couru d'une offensive conjointe du MFDC et des Bissau-Guinéens sur Ziguinchor.

11. Découverte dans les années 1960, la centaine de millions de tonnes de pétrole brut du Dôme Flore est pour le moment trop coûteuse à exploiter. Le litige autour de ce gisement, réglé par la Cour internationale de justice en faveur du Sénégal, symbolisait les relations entre le « gros » Sénégal et la « petite » Guinée-Bissau. En 1995, pour se rapprocher de Bissau, le président Diouf avait accordé 15 % des bénéfices éventuels à la Guinée-Bissau. Wade, lui, a porté la part de la Guinée-Bissau à 20 %.

12. *Agence France-Presse*, Dakar, 14 décembre 2000.

13. En 1998, les deux factions du Front Sud avaient soutenu Mané, mais celui-ci avait établi une relation privilégiée avec Salif Sadio.

14. Voir *Agence France-Presse*, Ziguinchor, 24 mai 2001.

15. Le Sénégal prend à sa charge la réfection de quelques cantonnements en Guinée-Bissau. En novembre-décembre 2002, confronté à de graves problèmes de trésorerie, Yala a fait la tournée des pays amis pour récolter de l'argent, et il est également passé par Dakar.

16. Sur les arrestations de proches du MFDC en Guinée-Bissau, voir Amnesty international, « Guinea-Bissau. Human rights violations since the armed conflict ended in May 1999 », AFR, 30 novembre 2001.



Le rôle du territoire gambien dans les trafics du MFDC (chanvre indien, produits forestiers et armes), l'origine diola du président gambien Yahya Jammeh, ses connexions libyennes ainsi que la présence en Gambie de réfugiés casamançais proches du MFDC suscitent depuis longtemps l'inquiétude de l'État sénégalais. Les relations entre les deux pays étaient cependant restées courtoises et, à la fin des années 1990, la « facilitation » entreprise par l'ambassadeur français André Lewin les avait encore améliorées ; à la demande du Sénégal, Banjul avait même accueilli des réunions visant à l'unification du MFDC, préalable aux négociations de paix.

Si la Gambie avait alors été choisie, c'est en partie parce qu'elle était moins impliquée dans le conflit casamançais que la Guinée-Bissau. Mais la situation a évolué : depuis l'automne 1997, les offensives sénégalaises ont poussé des hommes du Front Sud vers le nord, et les combats internes au Front Sud à partir de 2000 ont accéléré ce redéploiement. La production et le trafic de chanvre indien, déjà importants le long du littoral, se sont développés tout le long de la frontière gambienne, sous la protection du MFDC. Les ratissages sénégalais jettent périodiquement en Gambie des milliers de civils casamançais – et des maquisards. L'insécurité et le banditisme qui règnent maintenant au nord de la Casamance se diffusent en Gambie. Pour le président Jammeh, les hommes du MFDC, qui ont démontré en Guinée-Bissau leur valeur et leur disponibilité aux aventures extérieures et qui sont maintenant établis à la frontière gambienne, constituent une force à prendre en compte, alors même que son pouvoir se trouve fragilisé¹⁷.

Au plan interne, Jammeh est en effet dans une situation délicate. Arrivé au pouvoir en 1994 par un coup d'État, il s'est engagé, sous de fortes pressions internes et internationales, dans la voie d'une « routinisation » progressive de son régime. Les dernières élections (octobre 2001 et janvier 2002), qu'il a remportées, ont été très tendues. Aux risques liés à la démocratisation s'ajoutent d'autres, non moins importants, au sein de l'armée. Dans ces conditions, Jammeh a peuplé son appareil de sécurité de « parents », Diola gambiens comme lui. Il a également tenté de mobiliser les Sénégalais établis en Gambie, parmi lesquels les Diola casamançais sont nombreux¹⁸. Il s'agit là d'une tactique classique : les populations immigrées sont fragiles et cherchent à établir de bonnes relations avec les autorités ; en leur distribuant des cartes d'électeur, le régime les clientélise à peu de frais¹⁹. Enfin et surtout, autour de l'hiver 2002-2003, la situation économique, fiscale et monétaire de la Gambie s'est fortement dégradée du fait d'un effondrement des exportations²⁰. Face à cette crise, l'État gambien est traversé de courants contradictoires, mais Jammeh semble avoir opté pour la normalisation. Il a récemment mis fin à sa vieille alliance libyenne pour se rapprocher des États-Unis, signer un accord de commerce sous

le *Africa Growth and Opportunity Act* et améliorer ses rapports avec les institutions financières internationales. Ce revirement stratégique a correspondu à une amélioration des relations avec le Sénégal.

Dès son arrivée au pouvoir, Wade avait suscité la colère de Banjul en demandant l'arrêt de la médiation gambienne. Les relations entre les deux pays ont ensuite oscillé très rapidement entre tension et coopération, visites officielles cordiales et déclarations incendiaires²¹. Mais, depuis quelque temps, les autorités gambiennes semblent s'en tenir à une ligne de collaboration avec le Sénégal. En mai-juin 2001, les autorités gambiennes ont ainsi fermé les camps de réfugiés de Sifo et Arankoli, trop proches de la frontière ; selon le HCR, 1 500 réfugiés ont été envoyés vers le nouveau site (très enclavé) de Bambally, et 2 000 autres ont été rapatriés au Sénégal²². Début mai 2003, alors que les autorités sénégalaises multipliaient les contacts pour faire rentrer les réfugiés, une dispute entre autochtones et réfugiés à Kanilai, le propre village de Jammeh, a abouti à l'expulsion violente du demi-millier de Casamançais du secteur par les forces gambiennes. Mais la décision la plus spectaculaire est venue fin avril 2003, lorsque Jammeh a signé un accord de principe pour la réalisation d'un vieux rêve sénégalais : la construction d'un pont sur le fleuve Gambie pour remplacer les bacs gambiens poussifs et améliorer la liaison entre Dakar et la Casamance, question lancinante et reposée avec violence par le naufrage du *Joola*.

Comme pour la Guinée-Bissau, la faiblesse de Banjul a renforcé la capacité de levier de Wade. Dans un contexte global contraignant (« guerre contre le terrorisme » et « bonne gouvernance »), Jammeh a donc choisi la normalisation. Son attitude sur la question casamançaise n'est en tout cas pas réductible à une solidarité ethnique avec les Diola de Casamance. Mais le régime gambien reste fragile, et une déstabilisation pourrait bien ouvrir un nouveau champ d'action aux maquisards du MFDC.

17. Selon *Jane's Sentinel*. *West Africa*, février-juillet 2002, l'armée gambienne comprend 1 150 hommes. L'ensemble des factions armées du MFDC compterait entre quelques centaines et 2 000 hommes.

18. Seule une petite partie des Diola sénégalais de Gambie sont réfugiés ; depuis l'époque coloniale, les Diola de Casamance viennent en nombre travailler en Gambie.

19. Voir par exemple *The Independent* (Banjul), 2 novembre 2001, et *Agence France-Presse*, 7 juin 2001.

20. Alors qu'en juillet 2002 il fallait 120 dalasis pour 5 000 francs CFA, il en fallait entre 180 et 200 en janvier 2003. Voir *The Daily Observer* (Banjul), 19 septembre 2002, et *Le Soleil*, 16 janvier 2003.

21. Jammeh a ainsi pris position contre le Nepad, projet identifié au président Wade.

22. Voir *IRIN*, 23 juin 2001 et 7 juillet 2001.



LA CRISE DE L'AILE POLITIQUE DU MFDC

Face au silence de Wade et à l'interruption du processus de Banjul, les groupes du MFDC déjà engagés dans les négociations (les deux branches de l'aile politique et le Front Nord) ont vite compris que le gouvernement voulait rompre avec le système Diouf. Inquiets, craignant d'être doublés par les chefs militaires avec lesquels ils n'avaient que de faibles liens, les différents groupes de l'aile politique ont tenté de « recoller » au processus de paix, sans autre résultat que de briser la fragile unité reformée à la fin des années 1990.

La déconnexion entre « politiques » et « militaires »

Depuis 1982, l'action de l'État sénégalais a eu pour effet d'isoler l'aile politique du MFDC de l'aile militaire. S'agissait-il d'une stratégie consciente ? L'État semble en fait avoir obtenu ce résultat d'une façon passablement involontaire, et il a d'ailleurs cherché par la suite à réunifier le MFDC sur une ligne « modérée »²³.

Séparés des maquisards dès 1982 par des années de prison, les « politiques » du MFDC avaient organisé des collectes de fonds, en particulier au sein de l'importante population diola de Dakar, et établi quelques contacts extérieurs (notamment avec la Libye), mais la répression efficace de l'État sénégalais les a empêchés d'affermir leur contrôle sur les combattants. Ces derniers ont alors mis en place leur propre base économique, fondée sur l'exploitation du chanvre indien et de la noix de cajou, sur le racket des entrepreneurs de la région, sur les attaques à main armée et sur l'aide aux réfugiés, captée en Gambie et en Guinée-Bissau. Les politiques les plus radicaux, proches de l'abbé Diamacoune, ont un temps réussi à nouer des contacts avec le maquis. Mais, après leur dispersion en 1997, les liaisons sont devenues ténues ; entre 1997 et 2000, le principal contact entre l'aile politique et les combattants n'était même plus un membre du MFDC : il s'agissait de l'abbé Alain Diédhiou, un des facilitateurs du processus de paix, intervenant avec l'aval de l'État, qui espérait une réorganisation du MFDC autour de Diamacoune.

Les politiques n'ont donc depuis longtemps d'autre choix que d'essayer de capter les ressources des intervenants du processus de paix (l'État, l'Église, les ONG) pour mettre en place une relation de clientèle avec les combattants et regagner de la légitimité à leurs yeux et aux yeux des intervenants extérieurs. Mais, en s'engageant dans ces captations, les « politiques » ont été soupçonnés (souvent avec quelque raison) d'en profiter pour obtenir des avantages matériels, et la méfiance à leur égard du Front Sud, « durs » et « modérés » confondus, a augmenté. Dans ce contexte, la remise en cause par Wade du processus de paix et de ses rentes a suscité une véritable panique chez les

politiques du MFDC. Ceux-ci ont alors multiplié les ouvertures pour pousser le président à rétablir les liens : certains se sont rendus à Dakar pour rencontrer des membres de l'entourage de Wade²⁴, d'autres ont saisi les acteurs non étatiques, comme la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho), une puissante ONG sénégalaise, ou le Comité des cadres casamançais (CCC), qui ont lancé des appels à la reprise des aides et des négociations²⁵. En novembre 2000, Diamacoune en a appelé directement au président Chirac, avant de lancer, en août 2001, un « appel solennel » à Wade, l'invitant à « s'investir personnellement » dans la résolution du conflit²⁶. Plus tard, en octobre 2001, il a évoqué ouvertement la question des ressources, signalant qu'il ne recevait plus d'aides de l'État alors qu'il avait des « charges » importantes²⁷.

L'implosion de l'aile politique

Avec l'échec de ces démarches, la fragile unité de l'aile politique s'est brisée. Une fois encore, les deux figures historiques de la rébellion, l'abbé Diamacoune et Sidy Badji, ont été les symboles d'une lutte entre politiques pour le monopole de la représentation du MFDC.

La tension est montée progressivement, mais c'est le camp de l'abbé, mené *de facto* par son frère, Bertrand Diamacoune, qui a frappé le premier : pour prouver sa crédibilité au gouvernement, le camp de l'abbé a tenté de se démarquer de Sidy Badji et du Front Nord, trop marqués comme « repentis » et « collaborateurs » du régime PS²⁸. Le 11 février 2001, l'abbé Diamacoune a ainsi annoncé une réorganisation du bureau du MFDC ; il a écarté Sidy Badji

23. La tension entre « politiques » et « militaires » a suivi les premiers accords de paix en 1991 : les chefs militaires signataires, dont Sidy Badji, ont été dépassés par les « prisonniers », animateurs politiques du MFDC emprisonnés pendant les années 1980, encouragés par les adversaires politiques (PS et PDS) de Marcel Bassène, homme politique diola, député PDS et artisan des contacts avec le maquis. Les tensions au sein du MFDC doivent donc quelque chose aux tensions mal contrôlées au sein de l'appareil d'État sénégalais.

24. C'est le cas de Kamougué Diatta, du Front Nord, dès mars 2000.

25. Voir Comité des cadres casamançais, « Note sur la situation du Front Nord du MFDC », Dakar, multigr., 18 novembre 2000. Le CCC et la Caritas-Ziguinchor auraient donné 10 tonnes de vivres au Front Nord et recommandent la fourniture par l'État d'une aide d'urgence ainsi que la remise en route des projets de développement accordés au Front Nord sous Diouf.

26. *Le Soleil*, 16 août 2001.

27. *Le Soleil*, 4 octobre 2001.

28. Il s'agit là pour Bertrand Diamacoune d'une manœuvre compliquée : il a lui-même collaboré avec ces « repentis » au sein du Comité de pilotage provisoire, qui avait préparé le processus de Banjul.



et les « repentis » pour promouvoir des militants extérieurs (dont les « durs » Nkrumah Sané et Ousmane Tamba et le « modéré » Jean-Marie Biagui) ; en choisissant des militants éloignés mais dotés d'une forte légitimité historique, Bertrand Diamacoune entendait à la fois contrôler seul l'appareil du MFDC et incarner une certaine radicalité originelle. Une fois les repentis écartés, l'abbé a suivi la ligne du gouvernement qui, après l'échec des premiers contacts et une série d'attaques particulièrement atroces, avait annoncé la mise à prix de la tête de Salif Sadio, le chef des « durs » du Front Sud : l'abbé a vivement condamné Sadio. Le camp de l'abbé a ainsi cherché à se placer comme le seul interlocuteur légitime, contre les « repentis » (Badji et le Front Nord) et contre les « brigands » (Sadio). Le coup a porté, puisque l'abbé a signé seul un nouvel accord de paix le 16 mars 2001.

Mais le camp de Sidy Badji a réagi : profitant du ton plus modéré de l'abbé Diamacoune, ils ont compris que, pour dominer le jeu, il fallait offrir à Wade un passage vers les « durs » ; ils n'ont pas réitéré leur erreur de 1991-1992, lorsqu'ils avaient abandonné explicitement la revendication indépendantiste, ouvrant ainsi la voie aux « durs » de l'aile politique. Le groupe de Badji a donc multiplié les communiqués agressifs, dénonçant les atteintes aux droits de l'homme des forces sénégalaises, accusant même le gouvernement d'avoir organisé le naufrage du *Joola*. Ils ont également tenté, sans succès, de nouer des contacts avec le Front Sud²⁹. Enfin, ils ont exigé des négociations immédiates, espérant contraindre l'abbé Diamacoune à clarifier sa position.

En juin 2001, lors d'une nouvelle réunion de l'aile politique à Banjul, la contre-attaque de Sidy Badji s'est déployée. Pour sortir du blocage, un compromis, encouragé par le président Jammeh, a redistribué les postes au sein du MFDC : l'abbé Diamacoune a quitté le poste de secrétaire général pour celui de président ; il a été remplacé par Jean-Marie Biagui, un modéré basé en France ; Badji et ses hommes ont à nouveau occupé des fonctions importantes. Mais la lutte s'est poursuivie : le statut de la présidence (d'honneur ?) de l'abbé a été discuté ; celui-ci s'est allié avec Biagui, qui a démissionné pour protester contre le blocage exercé par le camp de Badji³⁰ ; l'abbé l'a alors confirmé dans son poste, tandis que Sidy Badji s'est autoproclamé secrétaire général du MFDC en novembre 2001. Si l'attitude de Wade a bien ressuscité le vieux clivage de l'aile politique, il ne faut toutefois pas en surestimer l'importance : la posture de Badji est essentiellement « défensive »³¹.

Alors que le clan Badji développait une ligne plus radicale, le groupe de l'abbé Diamacoune a dû à la fois multiplier les signes de bonne volonté à l'égard de l'État et donner des gages de son authenticité séparatiste. L'abbé et ses hommes, Bertrand Diamacoune et Jean-Marie Biagui, ont donc tenu une ligne très ambiguë, pour « la paix et le développement » ; ils ont tenté

d'occuper le terrain et de gagner du temps, en arguant de la nécessité d'un programme de sensibilisation des populations et en instrumentalisant des acteurs extérieurs au MFDC – en particulier le ministre Youba Sambou.

La tentative de Youba Sambou

Si la nomination d'un Diola comme ministre des Forces armées avait été un symbole fort de l'alternance, cette nomination n'a guère eu d'effet au-delà de la reprise en main de l'armée. Longtemps absent de Casamance, Sambou n'était pas un « ancien » du PDS, où il n'est entré qu'en 1995 ; il avait donc peu de poids au sein du gouvernement, d'autant que le ministre des Forces armées n'a qu'un rôle faible dans le dispositif sénégalais de défense – le chef d'état-major général des armées répond directement aux ordres du président. En choisissant Sambou, Wade n'avait pas voulu en faire un acteur du règlement du conflit, mais, devant l'apparente immobilité du président, Sambou a tenté d'agir. En développant ses propres initiatives, il s'est inscrit involontairement dans la lutte entre politiques du MFDC et il a finalement échoué.

Sambou a multiplié les prises de contact, mais ses ouvertures ont été mal reçues par le camp de Badji, qui préférait compter sur ses relations anciennes avec le général Niang, ministre de l'Intérieur ; en revanche, Bertrand Diamacoune a tout fait pour « récupérer » Sambou. Celui-ci, allié à l'Association pour la promotion rurale de l'arrondissement de Nyassia (Apran), une association active dans une zone où le Front Sud est présent, avait réussi à faire le lien avec le groupe de Léopold Sagna : en janvier 2001, quatre hommes de Sagna venaient rencontrer Sambou (et Bertrand Diamacoune) à Ziguinchor³². Par la voix d'Alexandre Djiba, le clan de Sidy Badji a réagi, soutenant que « Youba Sambou n'[avait] pas rencontré des représentants du maquis », et que « Bertrand Diamacoune ne représent[ait] rien au sein du MFDC³³ ». En se laissant identifier au camp de l'abbé, Sambou a également suscité une série de tensions avec les

29. D'où les voyages d'Alexandre Djiba, de Laurent Diamacoune (un neveu de l'abbé) et d'Abdoulaye Diédhiou en Guinée-Bissau, qui se termineront par la mort de Laurent Diamacoune, tué par des maquisards en novembre 2001, et par l'arrestation de Djiba en Guinée-Bissau en mars 2002.

30. Le ralliement de Biagui à l'abbé s'explique en partie par l'émergence d'un de ses concurrents au sein de l'aile extérieure, Alexandre Djiba. Djiba, venu de France, est lui aussi un modéré hostile à Nkrumah Sané ; installé à Banjul depuis les premières assises en juin 1999, il a développé des liens privilégiés avec le Front Nord et Sidy Badji.

31. La mort de Sidy Badji, survenue après la rédaction de cet article, va sûrement affaiblir la situation de son clan, dorénavant conduit par Abdoulaye Diédhiou.

32. Le fait que ce soit l'Apran qui ait fait venir ces hommes et non Bertrand Diamacoune montre bien la distance qui sépare les « politiques » des « militaires ».

33. Voir <<http://www.ajpads.org/info310101.htm>>.



responsables gouvernementaux du dossier – le ministre Niang et les hommes de Wade, Abdoulaye Faye et Mbaye Ndiaye. L'annulation par la présidence d'une nouvelle rencontre prévue avec le Front Sud en juillet 2001 sera la réaction de ces hommes à l'« entrisme » de Sambou. Celui-ci devra même, ultime paradoxe, « passer » par l'abbé Diamacoune pour réintégrer le processus : c'est en effet l'abbé lui-même qui exigera, en août 2002, sa participation à la commission gouvernementale de négociation.

La trajectoire politique de Sambou se termine peu après, en septembre 2002, avec le naufrage du *Joola*, avec près de deux mille personnes à son bord. Depuis 1995, pour des raisons de sécurité, le *Joola* était géré par l'armée, et la catastrophe appelait des sanctions. Signe du faible poids politique de Youba Sambou et de son échec à s'imposer dans le dossier casamançais, il sera sacrifié, alors qu'un autre responsable, le général Gaye, utile instrument de la réforme des armées, sera épargné par Wade³⁴.

Le processus politique, un théâtre d'ombres

Après les premiers mois de l'alternance, sous la pression de l'aile politique, de la presse et de la communauté internationale, et alors que les tentatives de contact avec les maquis ne donnaient rien, Wade a laissé le jeu se réouvrir – ce qui a permis à Youba Sambou de tenter de jouer un rôle. Des contacts ont été pris avec les factions de l'aile politique, des réunions se sont tenues, des accords de paix ont même été signés (le 16 et le 23 mars 2001). Mais Wade n'a pas pris au sérieux ce processus, qu'il a laissé fonctionner comme un théâtre d'ombres, y intervenant lui-même *a minima*. De façon plus ou moins volontaire, en laissant une gamme toujours changeante d'envoyés et de conseillers établir des contacts avec les diverses factions de l'aile politique, il a renforcé les tensions internes.

Le silence de Wade et les négociations fantômes qui ont suivi ont provoqué une déchirure au sein de l'aile politique, déchirure qui est devenue officiellement le nouveau problème à résoudre. Beaucoup sont venus tenter leur chance au jeu de la réconciliation des politiques et, depuis près de deux ans, les deux factions de l'aile politique consentent périodiquement à une réconciliation qui dure quelques semaines. À côté de la fausse mobilité de ce théâtre d'ombres, la situation militaire s'est profondément transformée.

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME MILITAIRE DU MFDC

La variable qui a déterminé l'évolution du système militaire du MFDC a indiscutablement été l'attitude de la Guinée-Bissau – la victoire du président Yala sur le général Mané, discutée plus haut, a modifié le déploiement du

Front Sud. Mais les évolutions du processus de paix et les tensions au sein de l'aile politique du MFDC n'ont pas été sans conséquences. Le dispositif a basculé, et alors qu'au sud du fleuve la situation s'est calmée, les violences ont redoublé au nord.

Luttes factionnelles au Front Sud

Au sein du Front Sud, les tensions sont anciennes. Elles remontent à la mise à l'écart en 1993 de Léopold Sagna, successeur de Sidy Badji à la tête du maquis. Sagna, qui avait à son tour pris contact avec les autorités, avait été marginalisé par une alliance entre radicaux politiques et militaires du MFDC, dont Salif Sadio. En juillet 1999, l'abbé Diamacoune avait réinstallé Léopold Sagna comme chef d'état-major, mais cette mesure n'avait pas pour autant réduit la méfiance entre les différents camps du maquis.

On l'a vu plus haut, la chute du général Mané a affaibli le soutien que Sadio pouvait espérer en Guinée-Bissau, alors même que Yala décidait de soutenir Sagna. De durs combats ont eu lieu à la fin de l'année 2000 et en mars et juin 2001 entre les factions du Front Sud, faisant des dizaines de morts. Léopold Sagna et d'autres chefs « modérés », capturés par Sadio au cours de l'année 2001, auraient été exécutés, mais les hommes de Sagna, dirigés dorénavant par César Badiate et toujours soutenus par Yala, ont finalement réussi à contraindre Sadio et ses partisans à céder du terrain à la frontière bissau-guinéenne et à se replier en partie vers le nord.

La réactivation du Front Nord ?

En suivant le repli des hommes de Sadio vers le nord, l'armée sénégalaise a renforcé l'inquiétude du Front Nord, déjà soucieux de la marginalisation de ses représentants politiques. Au mépris des accords passés sous Abdou Diouf, l'armée a pénétré le territoire du Front Nord, signe du peu d'intérêt de Wade pour ce dernier, considéré comme un problème réglé.

Mais dès que l'armée sénégalaise a installé un poste à Djinaki, au nord du fleuve Casamance, en juin 2001, le Front Nord a repris les armes³⁵. Les politiques du Front Nord ont rapidement négocié un accord pour stabiliser la

34. Après la rédaction de cet article, le général Gaye a été congédié à son tour, mais pour d'autres « affaires » que le *Joola*. Voir *Wal Fadjiri*, 14 août 2003.

35. Ce réengagement s'accompagne de tensions au sein du Front Nord ; Ismaïla Diémé, le chef opérationnel soutenu par Sidy Badji, aurait des relations tendues avec son chef, Kamougué Diatta, hostile à Badji.



situation³⁶, mais la méfiance est revenue. Vers la même période, les hommes de Sadio ont établi un nouveau maquis vers Kafountine, près de la frontière gambienne, non loin du Front Nord, prélude d'un rapprochement possible. Le basculement des hommes de Sadio au nord du fleuve a relancé les combats à travers tout le département de Bignona. Au sud du fleuve, un *modus vivendi* s'est à peu près dessiné : les groupes rebelles sont toujours présents, mais se contentent d'attaques « alimentaires », par exemple pour défendre les vergers qu'ils exploitent. Au nord, les maquisards ont plus de latitude ; se déplaçant en petits groupes mobiles, parfois en 4x4, ils multiplient les attaques, souvent très violentes, contre les véhicules civils et les villages. L'armée ne parvient pas à contrôler la situation. Dans ce chaos, on place beaucoup d'espoir dans les mobilisations de la « société », une autre évolution importante.

L'IRRUPTION DE LA « SOCIÉTÉ »

Malgré l'interdiction initialement formulée par Wade à l'égard des « interventions » dans le processus de paix, les mobilisations de la « société » se sont multipliées ces trois dernières années ; en prolongement de cette irruption, les forces de la « tradition » occupent maintenant le devant de la scène. Il y avait certes des signes avant-coureurs : depuis longtemps, partis d'opposition et groupes de cadres casamançais expriment leur point de vue ; en 1999, le processus de Banjul avait rassemblé une série d'acteurs de la société civile au sein du Groupe de réflexion et d'action pour la paix en Casamance (Grapac). Mais la « société civile » et la « tradition » émergent maintenant avec une telle évidence qu'il paraît indispensable d'en rendre compte.

Cette irruption de la « société civile » doit beaucoup à l'alternance, qui a mis fin à l'hégémonie du PS et de son *big man* local, Robert Sagna, sur la « société civile » régionale – le Grapac était d'ailleurs en partie contrôlé par des partisans de Sagna. En augmentant l'incertitude politique, l'alternance a ouvert le jeu, permettant trois sortes de stratégies. D'une part, des organisations de la « société civile » qui avaient soutenu l'alternance ont profité de leur légitimité accrue pour intervenir dans le dossier casamançais – la Raddho, traditionnellement proche du PDS, a ainsi pris des positions publiques de plus en plus tranchées sur le processus de paix. D'autre part, les proches du PS ont tenté de convertir leur capital politique en investissant la « société civile » ; le riche homme d'affaires Pierre Atépa Goudiaby, ancien proche de Diouf, a ainsi revivifié le Collectif des cadres casamançais. Enfin, des hommes nouveaux, véritables entrepreneurs en alternance, ont émergé. C'est ce dernier cas, ici détaillé, qui illustrera cette poussée de la « société civile » – et ses limites.

Un exemple : Malamine Kourouma et les sociocultures

Kourouma est un nouveau venu sur la scène de la paix. Mandingue de Moyenne-Casamance, ancien enseignant à l'université de Dakar, il est entré en contact avec des « politiques » du MFDC par l'intermédiaire de marabouts mandingues. Autour d'un projet assez flou de « Convention pour la paix définitive en Casamance », il a obtenu leur adoubement comme « médiateur à la base pour la paix définitive en Casamance maintenant et pour le développement humain durable ».

Son action se fonde sur l'idée que le conflit casamançais ne concerne pas que les Diola, mais que les autres ethnies (les « sociocultures ») de la région ont également leur mot à dire ; l'implicite, c'est évidemment que la socioculture diola séparatiste devra se plier devant la majorité des autres sociocultures, dont l'hostilité au séparatisme semble établie. Jouant de sa percée médiatique, Kourouma a été élu maire PDS de Goudomp, sa ville d'origine, en mai 2002³⁷. Reprenant une idée de Biagui, il a organisé des « assises casamanço-casamançaises » à Ziguinchor en septembre 2002, où les « sociocultures » ont clamé leur appartenance au Sénégal, tout en affirmant une fierté casamançaise³⁸.

En octobre 2002, Kourouma a connu son heure de gloire, puisqu'il a été reçu en audience par Wade. Mais, trop instrumentalisé par Bertrand Diamacoune et par Biagui, incapable d'établir des liens directs avec les maquis, il s'est attiré la méfiance de Sidy Badji et d'autres acteurs du processus. En véritable entrepreneur, Kourouma avait autofinancé ses opérations initiales, mais il n'a pas réussi à capter l'appui de l'État ni celui des bailleurs de fonds étrangers, et son initiative semble s'épuiser³⁹.

Le peuple et la tradition, derniers recours ?

L'idée que les institutions religieuses traditionnelles de Casamance (et en particulier les institutions animistes diola) pourraient jouer un rôle dans le règlement du conflit a acquis du crédit depuis l'alternance, et les mobilisations se

36. *Sud Quotidien*, 11 juin 2001.

37. Kourouma a été choisi *in absentia* par un groupe de militants du PDS opposés à la faction du maire sortant, Adama Sonko, un ancien du PS passé au PDS après 2000. La médiatisation de Kourouma, promesse de projets de développement, version sénégalaise du *cargo cult* polynésien, a certainement joué un rôle dans ce choix.

38. Voir par exemple *Afrique Express*, 17 septembre 2002.

39. Voir l'appel à l'aide de Kourouma dans *Sud Quotidien*, 8 janvier 2003. Kourouma est par ailleurs accusé par l'ancien maire de Goudomp, Adama Sonko, d'un détournement de riz de la mairie vers les « sociocultures ». Poursuivant sa contre-offensive, Adama Sonko a récemment profité des contacts qu'il a avec les maquisards dans le commerce de la noix de cajou pour tenter sa chance au jeu du processus de paix, en introduisant, en association avec le général Fall, « ses » membres du MFDC auprès de la présidence.



réclamant de la tradition se sont multipliées – la tentative de Kourouma en est un exemple, mais il en est d'autres : ainsi, en octobre 2002, deux mille femmes des Usana, associations féminines animistes, ont défilé dans les rues de Ziguinchor pour lutter « mystiquement » contre les forces maléfiques qui avaient coulé le *Joola* et qui empêchaient le retour de la paix en Casamance ; le Grapac, avec l'appui de l'Usaid, s'est engagé dans un programme de sacrifices rituels visant à délier les maquisards des serments qui les lieraient à leur combat.

Sous le voile uniforme de la tradition, ces exemples recouvrent des phénomènes divers, qui exigeraient chacun une analyse spécifique – nous n'évoquerons cependant ici que l'exemple des femmes de Ziguinchor, qui invite à remettre en cause le caractère spontané de la mobilisation de la « tradition ». Sous Diouf déjà, une première tentative, impulsée par Nabou Mal Cissé, femme politique de l'opposition de gauche, avait échoué face à l'opposition des hommes de Robert Sagna. Après l'alternance, le projet a été relancé par des femmes-cadres, dont des anciennes députées PS très investies dans les associations de promotion féminine, regroupées au sein de l'association Kabonketoor (« Pardonnons-nous » en diola).

Plus qu'à une réémergence spontanée d'une culture populaire, la multiplication actuelle des références à la tradition correspond avant tout à une nouvelle rhétorique politique : maintenant que l'État et le MFDC sont également soupçonnés de se nourrir de la guerre, maintenant que la société civile a échoué, c'est au tour du peuple « authentique », symbolisé par l'animisme, de prendre les devants. Cette évolution doit beaucoup à l'« en-haut » – au néopopulisme des élites, mais aussi aux bailleurs de fonds internationaux, de plus en plus sensibles, dans le règlement des conflits comme dans les autres domaines du développement, à l'indigénisation comme à la participation populaire.

De plus, les structures religieuses traditionnelles mobilisées constituent des espaces politiques : elles sont pénétrées par les luttes politiques d'en haut et sont elles-mêmes fortement clivées. Ainsi, pour contrer l'action de Kabonketoor, Bertrand Diamacoune s'est appuyé sur d'autres associations féminines concurrentes. « Par le haut » et « par le bas », la « tradition », c'est la politique par d'autres moyens. Enfin, si l'on sait que les maquisards sont éminemment préoccupés par l'invisible, on mesure mal le degré d'autorité que les institutions religieuses traditionnelles exercent effectivement. Compte tenu du caractère plastique et décentralisé de la religion diola, il y a lieu de penser que ces institutions ont en fait peu d'autorité ; certains témoignages indiquent que les maquisards, parce qu'ils pensent souvent être les vrais dépositaires de la tradition diola, ont un respect limité pour les institutions religieuses des villageois non-combattants, et l'on sait par exemple que les maquisards se sont approprié un certain nombre de fétiches villageois...

Si l'idée de tradition peut fonctionner comme un opérateur symbolique dans la résolution du conflit, il y a de bonnes raisons de penser qu'elle ne saurait suffire⁴⁰. D'une manière générale, l'irruption de la « société » dans la recherche de la paix en Casamance et la somme de tentatives, plus ou moins sérieuses et plus ou moins honnêtes, qui la constitue, si elles témoignent de la vitalité des élites sénégalaises, fonctionnent également comme un théâtre d'ombres.

Dans le dossier casamançais, le président Wade profite d'une conjoncture internationale favorable (la dépendance croissante de ses voisins à son égard, le soutien de la communauté internationale), mais surtout du travail de sappe opéré (en partie involontairement) par le régime précédent : l'État-PS avait pénétré le MFDC en employant les vieux outils senghoriens, cooptation et coercition, empêchant ainsi le « durcissement » et la hiérarchisation du MFDC, explosé en factions. En réduisant les contacts sans les rompre, Wade a exposé la faiblesse des leaders officiels du MFDC, réduits à demander à participer au processus... Après les inquiétudes liées à la victoire du général Mané en Guinée-Bissau, le rapport de force a basculé définitivement en faveur de l'État sénégalais. Le temps semble jouer pour Wade – la preuve est faite quotidiennement de la faiblesse de l'aile politique, de la brutalité de l'aile militaire et de l'absence de perspective de leur lutte. Mais, malgré le renforcement de l'armée sénégalaise, la solution militaire reste impossible, alors même que la dilution du mouvement rend les « contacts directs » plus difficiles et favorise la criminalisation des factions encore combattantes ■

Vincent Foucher
CNRS/CEAN

mai 2003

40. Ce mouvement se fonde sur l'idée, communément admise, que la tradition a beaucoup contribué au séparatisme ; or, si l'idée de tradition est bien au cœur du nationalisme casamançais, les institutions traditionnelles *per se* n'ont joué qu'un rôle d'appoint. Voir V. Foucher, « La guerre des dieux ? Religions et séparatisme en Casamance », *Canadian Journal of African Studies*, à paraître.